

MOBILISATION ■ Deuxième journée d'action pour les agents du Spip

Maillons de la chaîne, ils ne rompent pas

Devant la préfecture de la Haute-Loire, deux visions de la justice ont été dépeintes, mardi.

D'abord, celle de Gérard Darmanin, qui entend mettre fin au « laxisme » au moyen d'un arsenal de mesures fortes. « Prison de haute sécurité » pour les narcotrafiquants les plus dangereux, « fin du sursis et des aménagements de peine », « création d'une police pénitentiaire »... En coulisses, les annonces du garde des Sceaux sonnent comme des critiques et font grincer des dents.

Au Puy-en-Velay comme ailleurs dans l'Hexagone, « la dérive sécuritaire » du gouvernement et « le discours démagogique porté par le ministre de la Justice » sont décriés par les agents du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip). Ils sont une dizaine en Haute-Loire pour accompagner les 80 détenus de la maison d'arrêt et les « 850 personnes » qui évoluent « en milieu ouvert » ; celles qui bénéficient d'un aménagement de peine hors des murs de la prison.

Mobilisés mardi, pour une seconde journée d'action, à l'appel des deux



SPIP. Le Service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Haute-Loire compte une dizaine d'agents. Une poignée d'entre eux s'est mobilisée mardi, pour une seconde journée d'action. PHOTO O.C.

syndicats majoritaires de la profession - la CGTip et le Snepap -, ils prônent un tout autre modèle, « une justice digne et apaisée », « l'humanisme pénal, tout le contraire du populisme », lâche l'un d'eux. Leur mission consiste à « préparer, conseiller et guider » les personnes condamnées, ou dans l'attente de leur jugement ; à les accompagner dans leurs démarches de soins

ou de retour à l'emploi, conformément aux obligations notifiées par les juges, pour favoriser leur réinsertion dans la société. Et pas question pour les agents du Spip de devenir de simples « agents de contrôle dotés de fonctions de police ». « On reste des travailleurs sociaux ».

Maillons essentiels de la grande chaîne pénale, ces

personnels réclament « des moyens », aussi pour leurs « partenaires », à l'heure où « il manque, selon leurs estimations, 500 Spip en France ». Et regrettent que « l'administration concentre l'ensemble de ses efforts et budgets sur l'enfermement » alors que « les politiques d'accompagnement sont plus efficaces et moins coûteuses », assurent-ils. ■

Ophélie Crémilleux